



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

COMMISSION AFRICAINE DES STATISTIQUES AFRICAINES

Vingt-quatrième Session

Kigali, Rwanda 1 – 4 décembre 2015

APERÇU DE LA SÉCURITE ALIMENTAIRE MONDIALE: RAPPORT DE LA SITUATION MONDIALE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Introduction

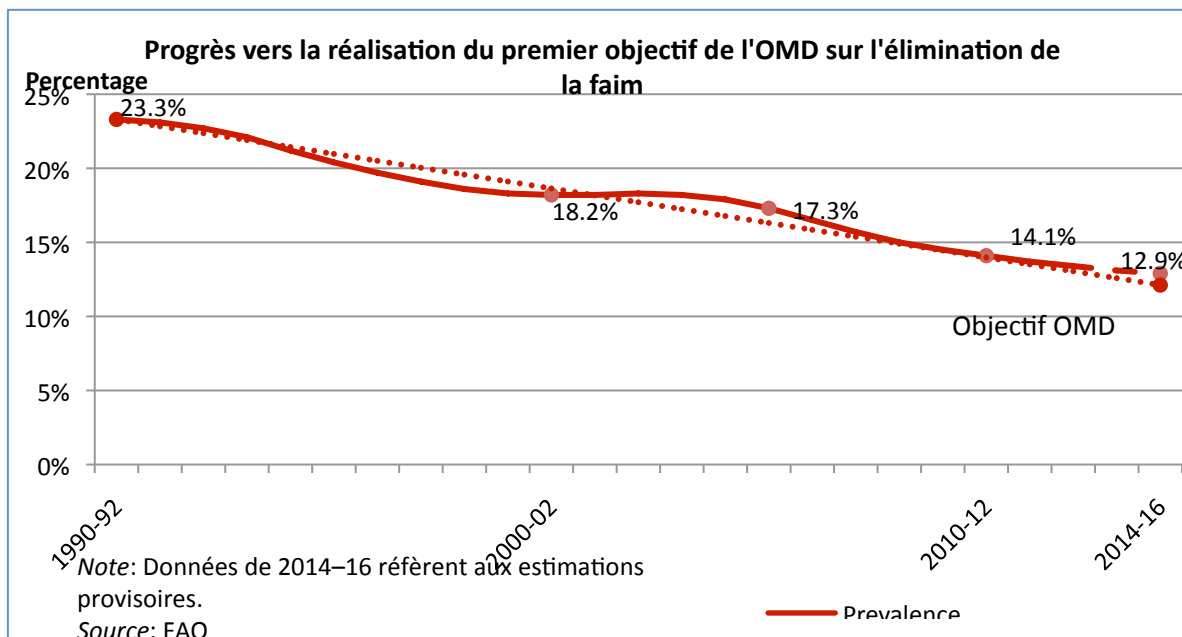
Le rapport de la Situation mondiale de l'insécurité alimentaire (SOFI) 2015 étudie les progrès accompli jusqu'ici vers la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD 1) et les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation 1996 et étudie ce qui reste à faire, au moment où nous amorçons la transition vers un nouvel Agenda post 2015 pour le développement durable.

Les progrès pour la réalisation du premier objectif de l'OMD mesurent aussi bien la malnutrition, ou la faim, que la prévalence de la sous-pondération chez les enfants de moins de cinq ans. Les progrès réalisés au niveau des deux indicateurs à travers les régions et au fil des années ont fait objet de comparaison, donnant ainsi des idées sur le caractère complexe de la sécurité alimentaire.

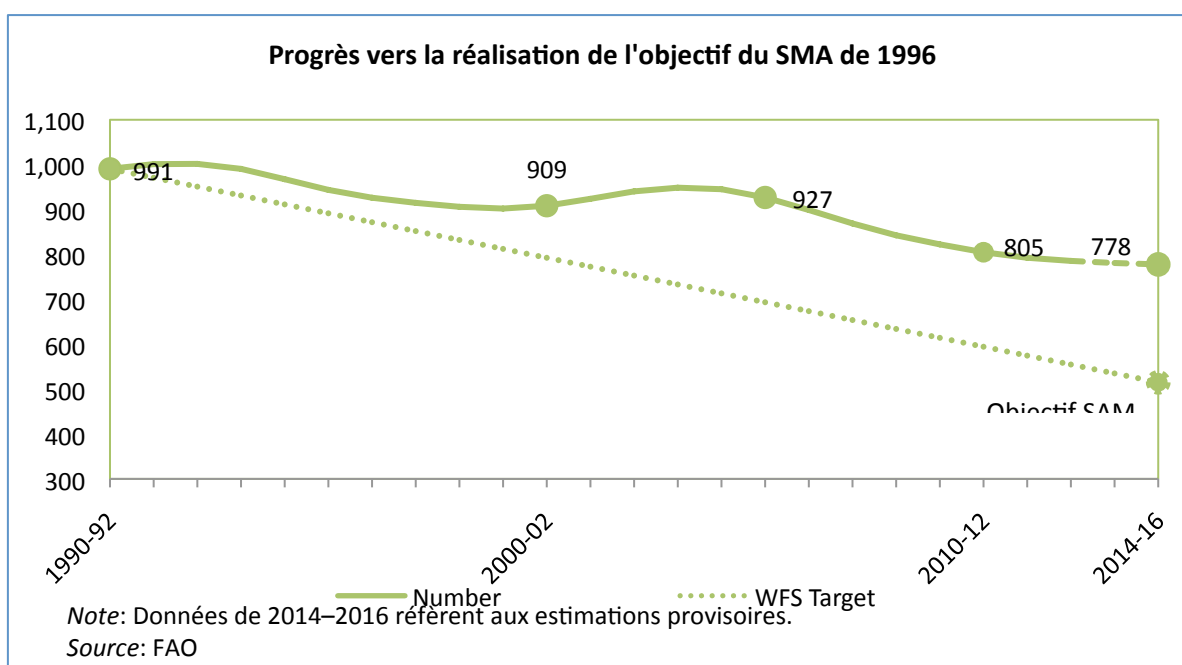
En dépit des progrès réalisés sur le plan général, beaucoup reste à faire en vue d'éliminer la faim et réaliser la sécurité alimentaire. Non seulement SOFI 2015 procède à l'estimation des progrès déjà accomplis, mais identifie aussi les problèmes existants et fournit des directives sur les politiques sur lesquelles l'accent doit être placé à l'avenir.

Les objectifs internationaux de lutte contre la faim ont-ils été atteints?

L'année 2015 constitue un jalon qui marque la fin de la période de suivi de l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD). Pour ce qui concerne les régions en développement en général, l'objectif visant à réduire la proportion des personnes affamées du monde de 50 pourcent d'ici 2015 a été manqué de peu. Certaines régions, telles que l'Amérique Latine, les régions d'Asie de l'Est et d'Asie du Sud-Est, du Caucase et de l'Asie centrale, ainsi que des régions d'Afrique du Nord et de l'Ouest ont pu atteindre cet objectif, ayant accompli de rapides progrès dans la réduction de la malnutrition.



L'objectif fixé par le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) en 1996, a par contre été manqué de peu. Les estimations actuelles placent le nombre de personnes mal nourries en 1990–1992 à un peu moins d'un milliard dans les régions en développement. Pour atteindre l'objet du Sommet mondial de l'alimentation, il aurait fallu réduire ce nombre à environ 476 millions, c'est-à-dire quelque 263 millions moins que l'actuelle estimation pour 2014–2016. Toutefois, compte tenu du fait que la population a augmenté de 1,9 milliard depuis 1990–1992, environ deux milliards de personnes ont été libérées d'une éventuelle situation de faim au cours des 25 dernières années.

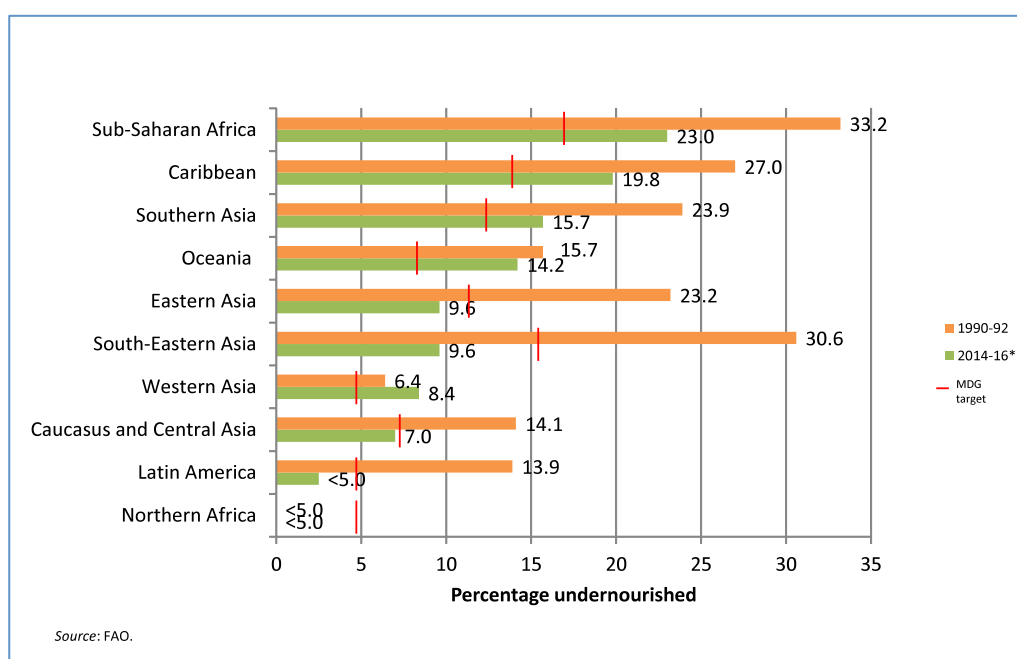


Toutefois, l'objectif fixé par le SMA en 1996 a été réalisé dans 29 pays en développement, et près de 73 pays en développement d'un nombre total de 129 pays qui ont fait l'objet de suivi ont atteint le premier objectif de l'OMD, soit en réduisant de 50 ou plus de personnes qui souffrent de la faim au sein de la population ou la réduire en dessous de 5 pourcent.

Les tendances mondiales

Tout juste une personne sur neuf dans le monde continue de souffrir de la faim pendant la période 2014–2016. Selon les estimations, un nombre total de 793 millions de personnes seraient mal nourries dans le monde en 2014-2016; de ce total, 778 millions se trouvent dans les régions en développement. Leur pourcentage dans la population des régions en développement, où la prévalence de malnutrition dans ces régions a baissé de 23,3 pourcent en 1990–1992 à 12,9 pourcent en 2014–2016.

Depuis le début des années 90, le nombre de personnes mal nourries dans le monde a baissé de 218 millions, soit une réduction de 21,4 pourcent, malgré une augmentation de la population mondiale 1,9 milliard. Cette situation est principalement causée par des changements intervenus dans des pays fortement peuplés comme la Chine et l'Inde, où de rapides progrès ont été accomplis dans les années 90.



Des différences marquées en matière de progrès ont lieu non seulement dans chaque pays, mais aussi à travers les régions et les sous-régions ; par exemple, la prévalence de la faim a été rapidement réduite en Asie du Centre, Asie de l'Est, Asie du Sud de même qu'en Amérique Latine; dans la plupart des pays d'Afrique du Nord, les personnes mal nourries restent un infime pourcentage de la population, en dessous de 5 pourcent. D'autres régions dont les Caraïbes, l'Océanie et l'Asie de l'Ouest, ont connu une évolution globale, mais à un rythme lent. L'Amérique du Sud a su réduire la prévalence de malnutrition de plus de 50 pourcent et l'a ramenée à 5 pourcent. En Amérique Centrale, les progrès ont été considérablement lents et situés à 32,2 pourcent.

Beaucoup de pays qui ont accompli des progrès en matière de lutte contre la faim ont connu des conditions politiques stables et une croissance économique générale, doublées d'une expansion du secteur primaire principalement composé de l'agriculture, la pêche, et la foresterie. Plusieurs d'entre eux avaient initié des politiques visant l'accès et la protection de la nourriture.

Deux régions, notamment l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne ont connu des progrès lents, malgré des cas de réussites enregistrés aux niveaux national et sous -régional. Le plus grand

fardeau de la faim a été senti en Asie du Sud, où près de 281 millions de personnes sont mal nourries dans la région. En Afrique subsaharienne, une personne sur quatre, soit 23 pourcent de la population a faim.

La région qui a connu plus de réussite en matière de réduction de la faim en Afrique était l'Afrique de l'Ouest, où le nombre de personnes mal nourries a chuté de 29 pourcent depuis la période 1990–1992. Ce succès a eu lieu malgré les facteurs restrictifs tels que la croissance rapide de la population, la sécheresse au Sahel et les prix élevés des aliments que la région a connus au cours des récentes années.

Un nombre total de 19 pays en Afrique subsaharienne a atteint le premier objectif de l'OMD de lutte contre la faim, et quatre autres pays sont en voie de le réaliser, c'est-à-dire qu'ils sont supposés le réaliser avant l'année 2020 si la tendance actuelle se poursuit. Dans plusieurs pays où de modestes progrès ont été réalisés, des facteurs comme la guerre, les agitations civiles et le déplacement des réfugiés ont souvent entravé les efforts visant la réduction de la faim, et augmentant même parfois le nombre des personnes affamées.

Succès correspondants

Croissance économique inclusive

La croissance économique est essentielle à la lutte contre la faim - les pays qui sont devenus riches sont peu susceptibles de souffrir de l'insécurité alimentaire. Toutefois, pour autant que les gouvernements des pays dont les économies connaissent une rapide croissance économique disposent de plus de ressources à consacrer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, cette abondance de ressources ne saurait nécessairement se traduire en nourriture pour tous. Le facteur clé est la "croissance inclusive", en d'autres termes, la croissance qui assure l'accès de chaque personne à la nourriture, aux biens et aux ressources, en particulier pour les personnes pauvres et les femmes afin qu'ils puissent développer leur potentiel. Ainsi, la croissance économique bien qu'elle constitue une condition nécessaire pour accomplir des progrès en matière de réduction de la pauvreté et de la faim surtout vis à vis d'une population galopante, elle n'est pas suffisante.

A travers le monde en développement, la majorité des 5 des cinq personnes les plus pauvres et les plus affamées vivent dans les milieux ruraux, où l'agriculture familiale et l'agriculture à petite échelle constituent le principal système agricole. L'agriculture familiale et le développement de l'agriculture à petite échelle, à travers l'augmentation de la main d'œuvre et de la productivité de la terre à d'importants impacts positifs sur les moyens d'existence des pauvres à travers l'augmentation de la disponibilité des aliments et des revenus.

Protection sociale

Les systèmes de protection sociale sont devenus un outil important dans la lutte contre la faim. Plus de 100 pays disposent d'une forme de programme de transfert d'argent qui se focalise sur la promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition, la santé et l'éducation, en particulier celles des enfants. Les régimes de distribution de la nourriture et les programmes de garantie d'emploi sont aussi importants. L'élargissement de la protection sociale à travers le monde en développement a été crucial pour réaliser des progrès nécessaires à la réalisation de l'objectif de l'OMD de lutte contre la faim. L'apport des transferts d'argent réguliers et prévisibles aux pauvres ménages jouent souvent un rôle essentiel en termes de réduction des écarts alimentaires immédiats, mais il pourra aussi aider à améliorer les vies et les moyens d'existence des personnes pauvres en allégeant les contraintes à leur capacité de productions.

Associer la protection sociale à des mesures de développement agricoles complémentaires telles que le Programme Acheter aux africains pour l'Afrique (PAA) qui lie les agriculteurs familiaux et les petits exploitants aux programmes de cantine scolaire, peut maximiser l'effet de la réduction de la pauvreté de ces programmes. Aujourd'hui, chaque pays du monde a mis en place au moins un programme de filet de sécurité sociale. Les programmes de cantine scolaire – le programme de protection social le plus répandu – ont été mis en œuvre dans 130 pays.

Il est apparu durant les 20 dernières années que de pareils programmes jouent un rôle significatif dans la réalisation de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition. Cependant en dépit de la croissance rapide des programmes de protection sociale, environ 70 pourcent de la population du monde n'a pas accès à certaines formes de sécurité sociale, c'est-à-dire qu'une couverture considérablement élargie de ces programmes est nécessaire pour éliminer la faim.

Trouver des solutions aux crises prolongées

En effet, les pays où les régions où existent des crises prolongées sont des milieux où la grande partie de la population est profondément vulnérable à la mort, aux maladies et à la déstabilisation de leurs moyens d'existence sur une longue période de temps. Dans de pareilles situations, le système de gouvernance est faible, avec des capacités limitées de la part de l'état pour confronter et réduire les menaces auxquelles est confrontée la population, ou à apporter des niveaux de protection appropriés à la population. En 1990, 12 pays d'Afrique avaient été confrontés à des crises alimentaires parmi lesquels quatre seulement ont été plongés dans des crises de longue durée. Juste 20 ans plus tard, 24 pays d'Afrique au total ont subi des crises alimentaires, dont 19 étaient en crises pour huit ans ou plus pendant les dix dernières années. Les conflits deviennent de plus en plus la cause profonde des crises prolongées, et le plus souvent en tandem avec les catastrophes naturelles. L'insécurité alimentaire fait partie d'un nombre de facteurs qui contribuent davantage au déclenchement ou à l'aggravation des conflits.

Malgré le fait que les crises prolongées varient de par leurs causes et leurs effets, l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation sont des manifestations communes, étant particulièrement graves, persistantes et à grande échelle. L'ensemble des populations approximatives ayant connu des crises prolongées en 2012 était de 366 millions de personnes, dont environ 129 millions étaient sous-alimentées – quelque 19 pourcent de la population mondiale de gens souffrant de l'insécurité alimentaire.

Le commerce international

Les échanges commerciaux ne sont ni une menace ni une panacée lorsqu'il s'agit de la sécurité alimentaire, mais ils peuvent constituer des défis et même des risques qui ont besoin d'être pris en considération par des gouvernements. Afin d'assurer que leurs besoins en matière de sécurité alimentaire et de développement soient satisfaits de façon constant et systématique, les pays doivent avoir un meilleur aperçu de tous les instruments de politique à leur disposition et la souplesse d'appliquer la politique mixte la plus efficace pour réaliser leurs objectifs.